

MARSANNAY-LA-CÔTE

Association dissoute : quel avenir pour le bâtiment qui l'abrite ?

Les élus de Marsannay-la-Côte se sont réunis lundi pour un conseil municipal de six points. La première délibération a suscité plusieurs échanges concernant l'avenir des locaux laissés vacants par l'association du centre culturel Martin-Luther-King, qui sera officiellement dissoute en mars.

La délibération la plus importante du conseil municipal de Marsannay-la-Côte, lundi 31 janvier (sur six points à l'ordre du jour), faisait suite à la dissolution annoncée de l'association du centre culturel Martin-Luther-King, décidée en septembre*.

Les élus ont voté à l'unanimité la résiliation du bail emphytéotique consenti à l'association depuis 1970. « Les frais de notaire seront pris en charge par la commune, à hauteur de 500 ou 600 €, a indiqué Corinne Bugaut, adjointe aux finances.

« Donner la parole aux habitants »

Les échanges ont tourné autour de l'avenir du bâtiment laissé vacant, avenue Gaston-Rouppel. Le groupe d'opposition « Marsannay-la-Côte, un territoire réuni, dynamique » souhaite que la population soit associée aux projets concernant le devenir de ce site. « Nous invitons les citoyens à



Dans les mois à venir, des questions seront à se poser sur le devenir des locaux – plutôt vétustes – qui abritaient l'association culturelle Martin-Luther-King. Photo LBP/C. GI.

LE BUDGET PARTICIPATIF, MODE D'EMPLOI

En novembre, les élus avaient voté, au budget 2022, le lancement du premier budget participatif de la commune, à hauteur de 20 000 €. Une enveloppe dont dispose, en quelque sorte, les habitants pour proposer leurs idées d'investissement général et participer ainsi au choix des projets à réaliser. Ils peuvent le faire par Internet *viale* site de la commune, ou remplir le formulaire qui figure dans le magazine municipal de janvier. La date limite des dépôts est fixée au 14 mars.

échanger avec le conseil municipal, a précisé Nathalie Gay, car ils auront des idées que

nous n'avons peut-être pas. Pour partager ensemble, collectivement. Nous voulons

donner la parole aux habitants avant de prendre une initiative quelconque. » « Une démarche de budget participatif vient précisément d'être entreprise par la commune (*lire par ailleurs*) », a rétorqué Corinne Bugaut. Un dispositif dont pourraient s'emparer les habitants pour proposer un projet concernant l'avenir des locaux de l'avenue Gaston-Rouppel, dans la limite du budget alloué à l'instance participative. « C'est vrai qu'il y aura des

questions à se poser sur ce bâtiment plutôt vétuste », a complété le maire Jean-Michel Verpillot (SE). « D'ici deux mois, à la date de la dissolution, des courriers d'habitants peuvent nous parvenir, et le conseil municipal sera impliqué dans toutes les décisions. »

Céline GILLOT (CLP)

* Cette décision a été prise le 17 septembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire de l'association.

CORCELLES-LES-MONTS

Le lavoir, la nouvelle boîte à livres XXL



Le lavoir, qui accueille ses premiers livres, pourrait aux beaux jours devenir un lieu d'échanges, de rencontres. Photo LBP/D. L.

Profitant du renouvellement d'une partie des livres de la bibliothèque municipale destinés à la destruction, Gérard Hermann, maire de Corcelles-les-Monts, et Yves Laplacette, premier adjoint, ont décidé de mettre à disposition ces livres dans le lavoir, place de l'Eglise, qui était fermé depuis sa rénovation en décembre 2019.

Un choix qui n'a pas fait l'unanimité parmi les élus, puisqu'à l'occasion des questions diverses au cours du conseil municipal du 20 janvier, Monique Lemaire, qui est aus-

si bénévole à la bibliothèque, a fait part de son désaccord en arguant « que ce choix n'était pas approprié, car il y a des infiltrations d'eau au niveau de la toiture ». Elle a aussi évoqué le « manque de respect envers les lecteurs potentiels, puisque ces livres étaient destinés au rebut ».

Après l'avoir écoutée, le premier édile a néanmoins maintenu sa décision : le lavoir, qui a trouvé une nouvelle utilité, restera donc ouvert du lundi au vendredi de 10 à 16 heures.

Daniel LÉCUYER (CLP)

LONGVIC

Les subventions liées au plan de relance au menu du conseil municipal, ce mercredi

Le premier point inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal, ce mercredi 2 février, permettra à José Almeida, maire (PS) de Longvic, de présenter aux élus les subventions dont peut bénéficier la commune dans le cadre du plan France Relance. Un soutien de l'État dans la construction de logements, dans le respect d'objectifs stricts, notamment en matière de construction durable. Autre domaine subventionné par ce plan, l'équipement numérique des écoles, en concertation avec les équipes enseignantes et la Métropole. La Ville de Longvic est ainsi éligible à une aide de plus de 46 000 € pour assurer une continuité pédagogique numérique dans ses écoles.

Terrain de football : un budget dépassé

Le point numéro 3 du conseil sera sans doute le plus discuté : le budget associé à la création d'un terrain de football



Les écoles devraient bénéficier d'une subvention de plus de 46 000 € pour soutenir la continuité pédagogique par l'informatique et le numérique. Photo LBP/C. GI.

synthétique. En effet, le montant total de l'opération franchit le million d'euros, contre 750 000 € estimés en juillet (900 000 € avaient été inscrits au budget 2021).

José Almeida présentera le plan de financement de la structure sportive qui va béné-

ficier de différentes subventions.

À noter que cette délibération était déjà inscrite à l'ordre du jour du conseil du 15 décembre, mais un point technique avait ajourné les débats et le vote.

C. GI. (CLP)

21D11 - V1